

« NOTRE PRINCIPAL OBJECTIF est d'investir dans des projets rentables et utiles »

Rencontre avec Charles-Henri Malecot, Directeur Général de Stoa Infra & Energy qui revient sur le contexte de création de cette filiale commune de la Caisse des Dépôts et de l'Agence Française de Développement qui se veut un acteur majeur dans l'accompagnement de la croissance des pays émergents et en développement. Il nous en dit plus sur les investissements clés de Stoa depuis sa création, les critères de sélection de ses projets et les différentes contraintes qui peuvent se présenter.



Charles-Henri Malecot

Bio express

Charles-Henri Malecot bénéficie d'une expérience de plus de 30 ans dans le domaine du financement public et privé, en France et à l'international. Ayant acquis une forte expertise au sein de grandes institutions (Caisse des Dépôts, Banque mondiale, AFD...), il est aujourd'hui Directeur Général de Stoa.

Stoa Infra & Energy a vu le jour en 2017. Pouvez-vous nous en dire plus sur le contexte autour de sa création ainsi que son cœur de métier ?

La création de Stoa en 2017 a été le fruit du rapprochement de la Caisse des Dépôts et Consignations et de l'Agence Française de Développement. Stoa allie à la fois les compétences de la Caisse des Dépôts dans le financement des infrastructures et la connaissance des pays émergents et en voie de développement de l'Agence Française de Développement. La filiale a été dotée d'un capital de 600 millions d'euros pour financer en fonds propres des infrastructures dans les pays en développement. Nous sommes partis d'une feuille blanche et avons commencé avec le recrutement de nos collaborateurs, l'élaboration et la mise en place des procédures...

Aujourd'hui, nous avons d'ores et déjà investi dans 3 projets et nous sommes en négociation exclusive finale pour 3 autres projets. Notre premier investissement a été une prise de participation dans une plateforme éolienne en partenariat avec Engie en Inde. Dans le cadre de ce projet, nous avons investi 75 millions d'euros pour répondre aux besoins d'électricité croissants du pays en contribuant à la réduction du coût de l'énergie.

Nous avons également investi avec EDF pour financer un barrage hydroélectrique au Cameroun qui réduira la pénurie d'électricité dans ce pays en favorisant des solutions bas carbone durables avec un coût de l'électricité produite très compétitif.

Récemment, nous venons d'investir une trentaine de millions d'euros en Afrique du Sud dans un projet de télécommunication.





Vue Usine.

En seulement 15 mois, Stoa a pris des participations dans ces trois projets et nous allons très prochainement finaliser d'autres projets clés en Afrique et au Brésil.

Dans le cadre de votre activité de financement des infrastructures dans les pays en développement, quels sont les secteurs dans lesquels vous investissez ?

Notre cœur de métier consiste à financer des infrastructures dans tous les secteurs. Nous intervenons sur des projets d'énergie, de transports (des ports, des aéroports, des autoroutes, des trains...), de télécommunications, mais aussi des projets dans le domaine de l'environnement (eau, traitement des eaux, traitement des déchets), et dans le social notamment dans la santé et l'éducation au travers du financement d'écoles, d'universités, ou d'hôpitaux dans le cadre de partenariats publics-privés (PPP).

Sur quels critères sélectionnez-vous les projets ?

Nous prenons en considération différents aspects :

- La rentabilité : nous choisissons d'investir dans des projets rentables qui vont servir des dividendes ou nous procurer des plus-values afin d'avoir des retombées financières qui nous permettent de réinvestir dans d'autres projets ;
- Les critères environnementaux, sociaux et climatiques : nous voulons que 30 % de nos

projets soient à co-bénéfice climat, c'est-à-dire qu'ils n'émettent pas de gaz à effet de serre et qu'ils ne contribuent pas au réchauffement climatique ;

- L'accompagnement des entreprises françaises dans des pays émergents caractérisés par des contextes difficiles.

Qu'en est-il de vos perspectives et de votre actualité ?

Notre principal objectif est d'investir dans des projets rentables et utiles. Nous avons aujourd'hui 600 millions d'euros à investir dans les 4 à 5 années à venir. À l'issue de cette période d'investissement, nous pourrions évaluer l'apport de notre instrument, et juger de l'utilité de Stoa en fonction de la qualité des investissements que nous aurons réalisés.

Afin de mesurer l'impact de Stoa sur le développement des populations et le développement durable, nous allons créer des outils d'analyse pour évaluer nos projets suivant des critères précis. C'est pour ça que nous venons de signer à Washington avec l'IFC et 50 autres fonds d'investissement, pendant les Spring meetings de la Banque mondiale, les "operating principles for impact management" par lesquels nous nous engageons à générer avec nos investissements des impacts environnementaux et sociaux positifs et mesurables.

L'idée est de participer efficacement et durablement au développement notamment de l'Afrique. Nous avons fait le choix de porter l'effort sur cette région du monde, car elle

connaît un fort manque d'infrastructures et il y est difficile de les financer sous forme de PPP. Au vu de la qualité de nos premiers investissements déjà réalisés et de notre portefeuille, nous sommes optimistes.

Quelles sont les contraintes auxquelles vous êtes confrontés dans ces régions ?

D'une part, il y a des contraintes macroéconomiques et sectorielles. Les pays émergents ont généralement des situations financières difficiles. Les secteurs dans lesquels nous intervenons peuvent être très déficitaires. Dans ce cadre, nous travaillons non seulement avec les États, mais aussi avec la Banque Mondiale, l'Agence Française de Développement, et tous les organismes financiers internationaux, qui peuvent agir sur la santé financière à la fois des États et des secteurs concernés.

D'autre part, il y a la solidité institutionnelle du pays et la sécurité de l'environnement juridique. Nos investissements dans ces pays se font parfois sur le long terme, sur 20 à 30 ans.

L'enjeu est de garantir la pérennité de notre investissement et que ce dernier ne soit pas remis en cause pour des raisons politiques.

En parallèle, nous devons pouvoir nous assurer que nous pourrions sortir nos dividendes du pays, que la liberté des transferts sera garantie. Nous devons également nous protéger contre les risques de dépréciation des monnaies locales.

Cet environnement économique, institutionnel, juridique et fiscal complexifie notre activité et rend notre métier plus difficile. Mais c'est aussi pour cela qu'il est passionnant. ×

EN BREF

Stoa a été créé en octobre 2017 à la suite du rapprochement de ses deux actionnaires, la Caisse des dépôts et l'Agence Française de Développement.

Aujourd'hui, la filiale investit 600 millions d'euros de fonds propres dans des projets d'infrastructure à haute valeur ajoutée dans les pays en développement et émergents, principalement en Afrique (50 %), mais aussi en Amérique Latine et en Asie du Sud-est.